



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les relations entre agriculture et industrie en Tchécoslovaquie

Professeur Dupal

Citer ce document / Cite this document :

Dupal . Les relations entre agriculture et industrie en Tchécoslovaquie. In: Économie rurale. N°68, 1966. Les rapports agriculture-Indutrie dans les économies socialistes de l'est européen. pp. 19-20;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1934>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_68_1_1934

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Les relations entre l'agriculture et l'industrie en Tchécoslovaquie

par le Professeur DUPAL, Université de Prague

Lors du passage au régime socialiste, les besoins agricoles ont été moins bien satisfaits que les besoins industriels, car le taux de croissance de l'agriculture a été inférieur à celui de l'industrie.

Depuis la guerre, la production industrielle en Tchécoslovaquie s'est accrue de 300 % et la production agricole de 6 % seulement.

La comparaison de ces pourcentages atteste l'existence d'un retard du développement agricole.

Cette augmentation de la production agricole de 6 % aurait pu suffire si elle avait été compensée par une très forte augmentation de la productivité du travail.

En effet, les besoins en produits agricoles auraient pu être momentanément couverts par des importations.

L'augmentation de la productivité du travail prévue par notre pays est trop faible par rapport à celle qui peut être constatée dans les pays capitalistes les plus développés. Cela est dû en partie à un exode rural soutenu, voire excessif.

Si l'accroissement de la production agricole n'a pas été suffisant, cela tient également aux prix de la production agricole. L'exode rural a laissé sans solution le problème de la baisse du coût de la production agricole ; il a même été, dans une certaine mesure, à l'origine du retard de la production agricole (diminution de 2 millions de personnes, c'est-à-dire de la moitié de la population agricole de 1940).

L'insuffisance de l'accroissement agricole est liée encore au rythme auquel ont été réalisées la collectivisation et la socialisation de l'agriculture.

Dans notre pays, la collectivisation s'est effectuée en 10 ans. On a créé des entreprises de grande dimension. En Bohême, les coopératives exploitent en moyenne 625 ha de S.A.U. et quelquefois plus de 1 000 ha. Il s'agit là par conséquent de très grosses exploitations, surtout si on les compare aux dimensions couramment observées dans les pays capitalistes évolués. Cependant, les résultats ne se sont pas traduits par une croissance agricole supérieure aux 6 % déjà cités, par rapport au niveau d'avant-guerre, c'est-à-dire pendant une période de 20 ans.

Nous sommes donc amenés à considérer la socialisation et la création de grandes entreprises agri-

coles plutôt comme des conditions préalables au progrès agricole que comme une solution définitive en soi.

Il conviendrait également de se poser d'autres questions. Que penser, par exemple, du rythme et du mode de réalisation de la collectivisation agricole en Tchécoslovaquie ?

**

Le passage de la petite exploitation à la grande exploitation peut provoquer des difficultés supplémentaires pour l'agriculture. Examinons quelques-unes de ces difficultés.

Etait-il possible, en 10 ans, de fournir à toutes les grandes entreprises les moyens industriels et financiers nécessaires pour les amener à un certain niveau de production ? Ces moyens ont-ils été correctement utilisés ? Rien n'est moins sûr, même dans un pays aussi développé industriellement que la Tchécoslovaquie.

Sur un autre plan, il s'agit de savoir si les investissements importants ont été judicieusement choisis et répartis.

On peut dire que le développement du pays a d'abord exigé des investissements considérables dans l'industrie lourde. De plus, une grande partie des investissements attribués à l'agriculture ont été affectés à des travaux de construction de bâtiments.

Dès que l'on passe de la petite exploitation à la grande, se pose le problème de la réunion du bétail sous un même toit. Mais on sait parfaitement que l'édification de grands bâtiments ne conduit pas à une augmentation de la production et n'apporte pas non plus une élévation importante de la productivité du travail.

C'est avant tout la mécanisation qui permet d'éviter l'effort de travail et c'est la fertilité qui permet l'augmentation de la production.

Les bâtiments sont « neutres » dans ces processus. Ils ne provoquent pas une augmentation directe de la production et n'apportent pas non plus de grande économie du travail.

Bien plus, le prix de revient augmente rapidement du fait de la nécessité d'amortir des investissements lourds.

Lorsqu'on construit rapidement un centre d'expérience, il est facile de faire des erreurs et c'est

grave lorsque ces erreurs se multiplient. On a ainsi construit des étables pour 100 vaches ; or, il s'est avéré par la suite que ce n'était pas la dimension optimale et qu'il aurait fallu les construire un peu plus grandes.

Il existe également des dépenses supplémentaires.

Pour tirer brièvement quelques conclusions de cet exposé, on peut considérer que le processus le plus rapide de collectivisation n'assure pas le meilleur développement du progrès de l'agriculture parce qu'il entraîne une structure déterminée des investissements. Dans une période dite courte, on ne dispose pas de moyens suffisants pour développer la mécanisation et la chimie agricole (1). La croissance des moyens de mécanisation n'a pas été suffisante et n'a pas été en corrélation avec le rythme de l'accroissement du travail qualifié. Par rapport aux pays développés, nous avons pris un retard considérable en matière d'engrais. Il ne s'agit pas d'affirmer que rien n'a été fait, car ce ne serait pas une conclusion juste, mais ce qui a été fait n'a pas été suffisamment important pour que les résultats finals reflètent les avantages de la grande exploitation collective.

L'insuffisance de certaines formes d'accumulations en agriculture est évidente.

* *

En 1948, l'ouvrier d'industrie disposait d'un fonds fixe par travailleur de 3,8 fois supérieur à celui de l'agriculteur. En 1957, la proportion était encore de 3,2. Dans les années suivantes, ces pourcentages se sont améliorés, mais la différence est cependant toujours importante.

Une comparaison peut également être faite entre l'industrie et l'agriculture, en ce qui concerne l'effectif des travailleurs qualifiés.

Dans l'industrie, en 1962, on trouvait 1,2 % de travailleurs qualifiés, ayant terminé leurs études supérieures, au lieu de 0,3 % en agriculture, soit quatre fois moins. Parmi les travailleurs ayant terminé l'École secondaire spéciale, on en trouve 24 % dans l'industrie et 1,6 % dans l'agriculture. Le résultat est qu'il n'a pas été encore possible de corriger cette disparité.

Les mêmes disparités se retrouvent lorsque l'on compare le revenu des travailleurs dans l'industrie et dans l'agriculture. Les prix des produits agricoles étant restés stables, quoique leur coût ait augmenté, on a observé un certain retard de la croissance des revenus des travailleurs agricoles. L'industrie, étant donné la tendance actuelle de l'économie nationale, doit faire face à une pénurie de main-d'œuvre. Cette situation était particulièrement favorable à un exode rural soutenu.

Il en résulte que la pyramide des âges est défavorable dans notre agriculture : par exemple, il y a une trop grande féminisation de la population agricole. Tout cela ne peut pas ne pas avoir d'influence sur les indices de productivité de la grande exploitation.

Nous considérons que, désormais, il est impossible de revenir à la petite exploitation, mais à notre avis, il faut attribuer plus d'investissements à l'agriculture, et prévoir une meilleure utilisation des dépenses. De même, il est indispensable d'aider les nouvelles branches industrielles qui sont en relation directe avec l'agriculture, telles que les industries de transformation des produits, les industries chimiques, etc...

Mais ceci est encore insuffisant. A notre avis, il est indispensable de modifier le rapport des salaires entre l'industrie et l'agriculture. On ne peut attendre, pour ce faire, que l'agriculture augmente par elle-même son efficacité. Il faut accorder préalablement une amélioration des revenus.

Nous estimons enfin qu'il est nécessaire de modifier tout le système de direction de l'agriculture, c'est-à-dire qu'il faut renoncer à l'établissement d'un plan central définissant avec une précision excessive les objectifs de production des différentes entreprises.

Mais tout ceci est le point de vue d'un travailleur scientifique.

Enfin, une dernière question reste à examiner : à l'avenir, est-il toujours souhaitable de maintenir les deux formes d'exploitations agricoles, c'est-à-dire les exploitations d'Etat et les exploitations coopératives (kolkhozes).

Si l'on examine les chiffres, on voit que les exploitations d'Etat ont des indices inférieurs à ceux des exploitations collectives, ce qui nous distingue de l'U.R.S.S. où l'on observe le contraire. Actuellement, il existe un intéressement matériel dans les coopératives.

Nous pensons que la direction des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles doit être modifiée, en ce sens qu'environ 25 % des salaires devraient être liés directement aux résultats de l'activité des exploitations en question. Dans la situation antérieure, les salaires n'étaient pas liés aux résultats de la production, du moins dans les exploitations d'Etat. Dans les coopératives, par ailleurs, il est indispensable de garantir la partie principale du salaire, de lui donner une garantie sociale.

Ensuite seulement on pourra apprécier objectivement le meilleur type d'organisation correspondant aux besoins des développements ultérieurs.

A notre avis, l'avenir montrera et confirmera que la forme la plus adaptée est celle des exploitations d'Etat, surtout si nous nous préoccupons d'améliorer l'intégration verticale et la spécialisation de l'agriculture.

(1) Fertilisants notamment.